Réflexions sur la facilitation d'une "désobéissance civile" argumentée, et justifiée en "légitime défense" contre l'État.

1) Les motifs.

Il n'est pas besoin de détailler ici la liste des motifs de mécontentements des citoyens, il suffit de poser la question : **dans quel secteur économique ou social, et sur quel sujet**, peut-on trouver depuis 10 ans (et +) UNE décision gouvernementale acceptée par une majorité de la population ?

La réponse est simple : **AUCUN secteur ou sujet, et AUCUNE décision d'importance.**

La trahison des citoyens et des intérêts du pays est généralisée, journalière, et sans exception. Les **crimes organisés** contre le peuple (covid, et autres sujets de santé, "droit" à l'avortement, agression pédagogique à caractère sexuel contre des enfants depuis le primaire, et bientôt euthanasie sans garde-fous contre d'éventuels abus criminels ?) sont bel et bien délibérés et imposés avec la complicité des plus hautes autorités légales et juridiques (Conseils d'État ou Constitutionnel, Cour de Justice de la République, etc.).

Or, selon les textes fondateurs de ce régime, notamment l'**Article 35** de la Déclaration de 1789 :

"Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs."

2) Les conséquences.

N'étant pas adeptes des méthodes terroristes des "révolutionnaires" gauchistes, nous réfléchissons à faciliter la "désobéissance civile" (ou "citoyenne") que de nombreux "résistants" ont déjà envisagée depuis plusieurs années mais qui n'a encore rien produit comme résultat probant. Ce mode de résistance nécessite évidemment (pour nous éviter des accusations d'anarchie, d'incivisme, et/ou autres joyeusetés) un minimum d'argumentation, de justification, et de démonstration de sa **nécessité légitime**. C'est pourquoi, puisque nos **gouvernants refusent de recourir au référendum** qui nous redonnerait la parole, et puisque les "pétitions" ne présentent aucune justification de leur poids réel dans l'opinion (500.000 signatures n'engagent aucunement l'opinion des **48,5 millions d'électeurs qui n'ont pas signé**), nous envisageons d'organiser un "**auto-référendum**" utilisant les méthodes des instituts de sondages.

En effet, ceux-ci ont démontré depuis des dizaines d'années la fiabilité générale de leurs analyses (spécialement pour les diverses élections), et une telle "consultation", permettrait de recueillir les réponses à de nombreuses questions, avec une précision bien meilleure qu'une procédure électorale habituelle. Contre le refus évident de nos dirigeants de nous donner la parole, cela semble la meilleure façon de la prendre avec une "**légitimité de résultat**" à peu près indiscutable. **Le résultat de ce "référendum-sondé" permettra alors à chaque citoyen s'engageant dans une opération de désobéissance personnelle de justifier devant les autorités de la légitimité de sa démarche.**

Nous pourrions ainsi imposer progressivement aux "autorités" (aussi bien politiques que judiciaires) de prendre en compte nos desiderata, voire demander ensuite la mise en examen des criminels avérés.

L'heure est venue d'une résistance organisée pour la défense de nos droits les plus légitimes contre un pouvoir devenu très clairement "totalitaire".

Malgré la "**servitude volontaire**" si bien décrite par La Boétie en 1548 (déjà !!) nous pouvons espérer de cette procédure citoyenne une éventuelle mise en examen des criminels qui nous trahissent et nous ruinent depuis trop longtemps de façon impudente.

D.B.